

Chantage de Trump au Congrès des États-Unis



Le président nord-américain Donald Trump ne lésine pas sur le moyens, même les plus louches, lorsqu'il est question d'atteindre ses objectifs et parmi ces moyens figurent le chantage et les menaces.

Il est en train de le démontrer ces jours-ci lorsqu'il a dit qu'il fermera les activités fédérales de son gouvernement à moins que le Congrès approuve sa demande d'accorder des fonds millionnaires pour construire le mur à la frontière avec le Mexique et renforcer la sécurité à la ligne de démarcation commune afin d'endiguer les vagues migratoires qui viennent du Sud vers son pays.

« Je n'ai pas de feu rouge » a dit le chef de la Maison-Blanche en ajoutant qu'il paralysera l'administration fédérale le 30 septembre, date de la fin de l'année fiscale, si, d'ici-là les congressistes ne débloquent pas les 25 milliards de dollars qu'il exige pour la construction du mur et d'autres chiffres destinées au renforcement de la Patrouille Frontalière et la technologie pour détecter, capturer et expulser les sans-papiers.

Le président a qualifié de ridicules les lois actuelles des États-Unis concernant l'immigration et, en plus de demander de l'argent, il demande aux congressistes de renforcer les régulations . Trump a fait ces déclarations au cours d'une conférence de presse conjointe qu'il a donnée à Washington avec le premier ministre italien, Giuseppe Conti, un autre ennemi farouche des immigrants.

Il s'agit d'un clair chantage du gouvernant envers les congressistes mais, au fond, je me joint à ceux qui considèrent qu'au moins dans ce cas-ci, les aboiements ne se transformeront pas en morsures et que tout en restera à une bravade de plus comme tant d'autres auxquelles il nous a habitués.

Il y a un facteur clé dans cette affaire et ce sont les élections de mi-mandat prévues début-novembre pour le renouveau de la Chambre des Représentants, d'un tiers du Sénat ainsi que de la majorité des gouverneurs des états et de plusieurs congrès locaux.

Fermer le gouvernement signifierait laisser sans salaire, pour un temps illimité, des millions de fonctionnaires dans le pays, des hommes, des femmes, des blancs, des noirs, des latinos, des démocrates et des républicains, c'est-à-dire, créer un mécontentement énorme.

De plus, l'on laisserait sans fonctionner des services fondamentaux comme des hôpitaux, des écoles, des pharmacies, des transports et des bureaux pour faire n'importe quel type de démarches.

A moins qu'ils décident de se suicider politiquement, les dirigeants du parti Républicain ne permettront jamais au président qu'ils ont porté à la Maison-Blanche une telle atrocité surtout alors qu'il manque presque deux mois pour des élections cruciales dans lesquelles les deux chambres du congrès seront en jeu.

Le sens commun indique donc que le foudre ne tombe pas toujours quand il tonne, mais l'action, le chantage, la méchanceté sont là, exposés aux yeux de l'opinion publique qui ne se lasse par de connaître le côté obscur d'un homme qui est président, mais qui ne sera jamais à la hauteur de son poste de chef d'état.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/168051-chantage-de-trump-au-congres-des-etats-unis>



Radio Habana Cuba